

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT : LA SARTHE

Nombre de membres en exercice : 52  
Nombre de membres présents : 37  
Nombre de pouvoirs : 05  
Nombre de votants : 42

Date de convocation : 20 juin 2024

**OBJET :**

**Taxe de séjour au  
1<sup>er</sup> janvier 2025**

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE  
**LBN COMMUNAUTE**

**SEANCE DU MERCREDI 26 juin 2024**

L'an deux mille vingt-quatre, le 26 juin à 20 heures les conseillers communautaires de LBN Communauté, légalement convoqués, se sont réunis en séance ordinaire, à « l'Espace Vègre et Champagne » de BRULON, sous la Présidence de Daniel COUDREUSE, Président.

**Étaient présent(e)s :**

Communes		Communes	
Amné en champagne	Eric HERVE	Loué	Anthony MUSSARD
Auvers sous Montfaucon	Stéphane BRU	Loué	Maryline JOYAU
Avessé	Daniel RIEUCROS	Loué	Pascale KRAMAROV
Brains sur Gée	Agnès BRIFFAULT	Maigné	Cédric BOUL
Brûlon	Daniel COUDREUSE	Mareil en champagne	Christophe BUSSON
Brûlon	Gisèle BERNIER	Noyen sur Sarthe	Jean Louis MORICE
Brûlon	Emmanuel DUHAMEL	Noyen sur sarthe	Michel CHARMETON
Brûlon	Mélanie HAUBOIS	Noyen sur Sarthe	Christian GILLES
Chantenay Villedieu	Régis CERBELLE	Noyen sur Sarthe	Céline FONTAINE
Chassillé	Michel LEGENDRE	Noyen sur Sarthe	Béatrice HERVE
Chemiré en Charnie	Jean Paul COQUILLE	Pirmil	Christian CHOTARD
Chevillé	Guy MULLER	Poillé sur Vègre	Maurice DULUARD
Coulans sur Gée	Michel BRIFFAULT	Poillé sur Vègre	Thierry PAYEN
Coulans sur Gée	Jean-Claude MERIENNE	St Christophe en champagne	Marcel GESLOT
Crannes en Champagne	Francis COSNET	St Denis d'Orques	Christian BERGER
Epineu le Chevreuil	Sébastien HUET	St Denis d'Orques	Marc BAUDRY
Joué en charnie	Guillaume LETEIL	St Ouen en champagne	Thierry GASNIER
Joué en charnie	Régis NOIR	Tassillé	Gaetan VALLEE
Longnes	Stéphane CRIBIER	Vallon sur Gée	Dany PARIS

**Absents excusés :**

<b>Amné en champagne</b>	Gérard JOLY donne <b>procuration à Eric HERVE</b>
Brains sur Gée	Paulo BAPTISTA
Chantenay Villedieu	Michel BAUCHET donne <b>procuration à Régis CERBELLE</b>
Coulans sur Gée	Anne CHEVILLOT
Coulans sur Gée	Christelle MIDELET donne <b>procuration à Michel BRIFFAULT</b>
Fontenay sur Vègre	Monique LHOPITAL
Loué	Catherine PAINEAU
Loué	Jérôme CADORET
Noyen sur Sarthe	Mathilde POIRIER
Pirmil	Franck DESGRANGES donne <b>procuration à Christian CHOTARD</b>
St Pierre des Bois	Florent PORTAIS
Tassé	Catherine LEMERCIER donne <b>procuration à Jean Louis MORICE</b>
Vallon sur Gée	Jean Yves NAVEAU
Viré en Champagne	Catherine PAULOUIN donne <b>procuration à Daniel COUDREUSE</b>

Monsieur le Président vérifie que le quorum est atteint, valide les pouvoirs. Le conseil nomme **Gisèle BERNIER**, secrétaire de séance.

## Révision des tarifs et des modalités de recouvrement de la taxe de séjour à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Par délibération du 12-09-2018, le Conseil communautaire a institué la taxe de séjour sur l'ensemble de son territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

En application des modifications portées par la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, une nouvelle délibération avait été prise le 30-06-2021 pour une entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

### **Exposé des motifs :**

L'action touristique évolue désormais dans un contexte marqué par une attention plus forte en direction des transitions écologiques, des mobilités et de la prospective territoriale. Pour répondre à ces enjeux, les politiques touristiques devront investir de nouveaux champs d'intervention et de développement.

Pour mener à bien cette approche qui conduit à la nécessité de mobiliser des ressources supplémentaires, une réflexion s'est engagée sur la taxe de séjour collectée auprès des touristes. Pour mémoire, les tarifs applicables sur le territoire communautaire, mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, n'ont pas été réévalués depuis. Par ailleurs, des études comparatives menées sur les territoires touristiques sarthois et limitrophes (Anjou et Mayenne), démontrent clairement que la Communauté de communes de LBN Communauté se situe au plus bas des tarifs adoptés.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de :

- Rehausser les tarifs (fixes) votés le 26 juin 2026 pour ainsi s'inscrire dans la tranche moyenne constatée à l'échelle départementale ;
- Rehausser le taux applicable au coût par personne et par nuitée pour les hébergements non classés à 3% ;
- Assujettir toutes les natures d'hébergements visées à l'article R 2333-44 du CGCT à au régime du réel.

La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour applicables sur le territoire communautaire, annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter **du 1<sup>er</sup> janvier 2025**.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2333-26 et suivants, L. 5211-21-1 et R. 2333-43 et suivants.

### **Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :**

- **D'assujettir** les natures d'hébergement suivantes à la taxe de séjour « au réel » :

- 1° Les palaces ;
- 2° Les hôtels de tourisme ;
- 3° Les résidences de tourisme ;
- 4° Les meublés de tourisme ;
- 5° Les villages de vacances ;
- 6° Les chambres d'hôtes ;
- 7° Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques ;
- 8° Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;
- 9° Les ports de plaisance ;
- 10° Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9°.

- **De percevoir** la taxe de séjour du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus.

- **Des périodes de reversement suivantes :**

- Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus : reversement avant le 25 janvier de l'année suivante.

- **De fixer** les tarifs à :

Catégories d'hébergement	Tarif par personne et par nuitée (hors taxes additionnelles)
Palaces	1,80
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	1,30
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,00
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,80
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,60
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives.	0,50
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures.	0,40
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, ports de plaisance	0,20

- **D'adopter** le taux de 3 % applicable au coût par personne de la nuitée dans les hébergements en attente de classement ou sans classement ;
- **De fixer** le loyer journalier minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour à 5 € ;
- **De rappeler** l'application de la taxe additionnelle départementale venant majorer les tarifs votés de 10% dont le produit collecté sera reversé au Département de la Sarthe.
- **De charger** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et au directeur des finances publiques par l'application OCSITAN.

Fait et délibéré les jours, mois et an dits,

Pour extrait certifié Conforme

Le Président



Daniel COUDREUSE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la communauté, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois